

**Point de presse de la porte-parole -  
Union européenne/Participation de  
M. Jean-Yves Le Drian à la réunion  
informelle des ministres des affaires  
étrangères - Bénin/Déplacement de  
M. Jean-Baptiste Lemoyne - Syrie -  
Iran - Libye - Yémen - Maroc -  
Tchad - République démocratique  
du Congo - Cameroun  
(Paris, 14 février 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Union européenne - Participation de M. Jean-Yves Le Drian à la réunion informelle des ministres des affaires étrangères (Sofia, 15 février 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera à la réunion informelle des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ("Gymnich"), qui se tiendra à Sofia les 15 et 16 février à l'invitation de la présidence bulgare et de la Haute représentante.

Les points suivants seront à l'ordre du jour :

- Syrie : les ministres rappelleront la centralité du processus de Genève, proposeront des pistes pour le renforcer et réaffirmeront le soutien de l'Union européenne aux efforts de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Syrie, M. Staffan de Mistura. Une attention particulière sera portée au rôle des pays de la région dans ce processus, à la coordination entre les pays partenaires et affinitaires, au soutien à l'opposition et à l'action de l'Union européenne en matière d'aide humanitaire ;

- Balkans occidentaux : après la publication le 6 février de la stratégie de la Commission pour les Balkans occidentaux, les échanges permettront de réaffirmer la perspective européenne et d'insister sur les réformes qui doivent être mises en oeuvre par les pays de la région, notamment au regard de l'Etat de droit, pour qu'ils soient en mesure de remplir les critères préalables à l'adhésion ;

- Corée du nord : M. Jean-Yves Le Drian soulignera que le contexte du rapprochement intercoréen, marqué par la participation d'athlètes nord-coréens aux Jeux olympiques de Pyeongchang, ne remet pas en cause la nécessité de rester ferme vis-à-vis du régime de

Pyongyang afin de le conduire à entamer des négociations sur son programme nucléaire et balistique ;

- sécurité et défense : en présence des ministres des affaires étrangères des Etats candidats, les ministres évoqueront la participation de ces pays aux opérations de la politique de sécurité et de défense commune et le renforcement de la coopération face aux défis communs tels que la lutte contre les trafics et la criminalité organisée, la radicalisation, la dissémination des armes légères et de petit calibre et les migrations illégales.

## 2 - Bénin - Déplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne (15-16 février 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra les 15 et 16 février au Bénin.

Il sera reçu par le président Patrice Talon ainsi que par les ministres des affaires étrangères et de la coopération, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, des enseignements secondaire, technique et de la formation professionnelle, et du cadre de vie et du développement durable.

La contribution de la France dans ces différents domaines est substantielle, en particulier à travers l'Agence française de développement. M. Jean-Baptiste Lemoyne visitera les sites des projets de l'AFD à Porto-Novo (ville durable et biodiversité) et au collège de Glodjigbé (appui à l'enseignement secondaire). Il se rendra également à Ouidah avec le directeur de l'agence nationale béninoise de promotion des patrimoines et de développement du tourisme pour visiter cette cité historique (dont la porte du non-retour, le fort portugais et le projet de marina).

La coopération entre la France et le Bénin est particulièrement dense. Nous souhaitons la poursuivre et l'approfondir selon les orientations fixées par le président de la République dans son discours prononcé le 28 novembre 2017 à Ouagadougou, notamment dans les domaines de la culture et du patrimoine, du climat, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle.

## 3 - Syrie

Q - Trois semaines après l'attaque de Khan Sheikhoun en avril 2017 en Syrie, la France par la voix du Quai d'Orsay avait publié publiquement une évaluation nationale sur ce qui s'était passé. En septembre 2017, la France a pris connaissance des conclusions du rapport de la commission d'enquête internationale indépendante sur la Syrie, dirigée par M. Sergio Pinheiro. Dans ce rapport, la commission souligne que trois attaques chimiques, en l'occurrence l'utilisation de chlore, avait été constatées en juillet 2017 et le Quai d'Orsay avait prêté "la plus grande attention aux indices concordants par la commission au sujet d'attaques chimiques de différents types intervenues en 2017". Est-ce que la France remet en cause les conclusions de ce rapport et a-t-elle, pour des raisons de transparence, l'intention de publier rapidement une évaluation française des attaques chimiques soupçonnées depuis juillet 2017 comme cela a été

fait rapidement, seulement trois semaines après l'attaque de Khan Sheikhoun ?

R - L'analyse d'un cas de recours à une arme chimique ou à une substance toxique exige un travail scientifique approfondi en laboratoire.

La France s'impose cette règle très stricte avant de prendre toute mesure et travaille activement avec ses partenaires sur les informations récentes faisant état d'attaques chimiques en Syrie.

Comme l'a indiqué le président de la République, la France continue à être extrêmement vigilante et n'acceptera pas que la convention d'interdiction des armes chimiques puisse être violée.

Q - Est-ce-que juridiquement la France considère que le chlore fait partie des armes chimiques proscrites par les traités ?

R - Le chlore, en tant que tel, ne figure pas parmi les substances prohibées par la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.

Cela ne préjuge pas néanmoins du fait que le chlore puisse constituer une arme chimique interdite par la convention dès lors qu'il est détourné de son usage pacifique et utilisé comme une arme chimique, notamment comme ce pourrait être le cas actuellement en Syrie, en tant qu'agent suffocant.

#### 4 - Iran

Q - Souhaitez-vous rajouter des éléments qui cibleraient l'Iran et les armes balistiques dans la résolution au Conseil de sécurité sur le Yémen qui devrait être prochainement renouvelée ?

R - Comme nous l'avons rappelé à plusieurs reprises, le programme balistique iranien est une source de préoccupation majeure pour la France et ses partenaires.

Comme l'a indiqué hier le président de la République, les activités balistiques iraniennes ou liées à l'Iran, à la fois au Yémen et également en Syrie, sont une source de déstabilisation et un problème pour la sécurité de plusieurs de nos alliés.

C'est un sujet que nous abordons notamment avec nos partenaires du Conseil de sécurité.

#### 5 - Libye

Q - Une rencontre de personnalités libyennes se tient depuis lundi à Genève pour faire la paix et rapprocher les points de vue des protagonistes de la crise dans ce pays. Qu'est-ce que vous en pensez ? Considérez-vous qu'aujourd'hui, alors que se multiplient les attentats et les violences en Libye, que le plan de règlement de la crise proposé par le représentant du Secrétaire général de l'ONU Ghassan Salamé, en septembre dernier est dans l'impasse ou pas ?

R - La France réaffirme son appui au plan d'action du représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, M. Ghassan Salamé, pour parvenir à une solution politique. Celui-ci a été endossé par le Conseil de sécurité. Tout doit être fait pour atteindre l'objectif d'organiser prochainement une conférence nationale et de tenir des élections générales en 2018.

La France soutient pleinement le travail du représentant spécial du Secrétaire général et relève avec satisfaction l'intérêt de la population libyenne pour s'enregistrer sur les listes électorales, qui comptent aujourd'hui plus de 2,3 millions d'inscrits.

La France se tient aux côtés du peuple libyen dans sa lutte contre le terrorisme et l'assure de son soutien pour parvenir à une solution politique inclusive qui permettra de renforcer les institutions et d'unifier les forces armées sous l'autorité du pouvoir civil.

## 6 - Yémen

Q - Peut-on conclure que depuis mai 2017 la France n'a jamais suspendu ou réduit la livraison d'armes pour l'Arabie Saoudite ou les Emirats Arabes Unis pour cause de leur implication dans le conflit au Yémen ?

R - Nous nous sommes exprimés sur ce point le 13 février :

"La France applique une politique de contrôle des exportations reposant sur une analyse au cas par cas dans le cadre de la commission interministérielle pour l'exportation de matériels de guerre.

Cette évaluation au cas par cas tient notamment compte de la nature des matériels, de l'utilisateur final, du respect des droits de l'Homme, de la stabilité régionale et de la nécessité de soutenir la lutte contre le terrorisme. Tout ce qui peut porter atteinte à la sécurité des civils fait partie des critères qui nous conduisent à autoriser ou ne pas autoriser ces exportations.

La délivrance des autorisations se fait dans le strict respect des obligations internationales de la France, et notamment du traité sur le commerce des armes et de la position commune européenne. Comme ses partenaires de l'Union européenne, la France applique les huit critères de la position commune 2008/944/PESC du Conseil du 8 décembre 2008 définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires."

## 7 - Maroc

Q - Lundi, les avocates françaises des détenus politiques sahraouis de Gdeim Izik, Me Metton et Me Ouled, ont été interpellées à leur descente d'avion à Casablanca, placées en rétention avant d'être expulsées le lendemain. La France a-t-elle réagi ?

R - Le consulat général de France à Casablanca a été informé de l'interdiction d'entrer sur le territoire marocain de deux avocates françaises, Maîtres Ouled et Metton, à leur arrivée à l'aéroport international de Casablanca le 12 février. Elles ont pu rentrer en France le lendemain.

L'autorisation d'entrer au Maroc appartient aux autorités de ce pays.

## 8 - Tchad

Q - Samedi dans la capitale tchadienne, une manifestation d'élèves et d'étudiants a été violemment réprimée par le pouvoir. Par ailleurs, toutes les demandes de manifester des partis politiques et des associations de la société civile sont systématiquement refusées et les marches interdites sous peine de suspension et de dissolution des organisations qui braveraient cette interdiction. Face à cette situation, le Syndicat des enseignants du Tchad (SET) a dénoncé dimanche au cours d'une conférence de presse le mutisme des partenaires du Tchad, dont la France. Quelle est votre réaction ?

R - La France réitère son attachement, partout dans le monde, au respect des libertés fondamentales, dont la liberté d'expression et de manifestation pacifique, composante essentielle de la démocratie.

La France promeut cette approche dans ses échanges réguliers avec le Tchad et l'encourage à garantir le plein respect des droits de l'Homme, conformément aux engagements internationaux qu'il a pris.

## 9 - République démocratique du Congo

Q - Lors d'une réunion informelle lundi aux Nations unies sur le processus électoral en RDC, l'ambassadrice américaine à l'ONU a affirmé que son pays est contre le système de vote électronique proposé par la commission électorale indépendante congolaise pour les scrutins prévus normalement en décembre prochain. Les Etats-Unis préfèrent le vote papier pour éviter des doutes sur les résultats de ces élections. Quelle est la position de la France ?

R - La France est attachée à la tenue effective des élections conformément au calendrier électoral publié le 5 novembre 2017, dans le respect de la constitution congolaise et de l'esprit de consensus qui avait prévalu lors de la signature de l'accord politique du 31 décembre 2016.

Elle juge également essentielle la mise en oeuvre des mesures de "décrispation politique" pour réunir les conditions d'élections crédibles et apaisées.

L'utilisation de machines à imprimer les bulletins de vote, sans précédent en Afrique, mérite un examen approfondi tenant compte du contexte particulier en République démocratique du Congo. Cette question renforce la nécessité pour la commission électorale nationale indépendante d'accepter le déploiement d'experts internationaux et de mettre en oeuvre une totale transparence sur tous les aspects du processus électoral. Elle est essentielle pour la confiance entre toutes les parties. La France salue à cet égard le consensus entre l'Union africaine, la Communauté de développement d'Afrique australe, l'Union européenne, les Nations unies et l'Organisation internationale de la Francophonie, ainsi que leur disponibilité à déployer sans délai une assistance technique électorale.

## 10 - Cameroun

Q - Considérez-vous que la situation dans les régions anglophones du Cameroun est stable comme le président Biya le prétend ?

R - Nous nous sommes exprimés sur ce point le 2 février :

"La France condamne les nouveaux assassinats de représentants des forces de l'ordre survenus le 1er février au Cameroun.

Nous réitérons notre appel à l'arrêt des violences et appelons l'ensemble des acteurs à la retenue.

Seul le dialogue permettra de répondre, de manière pacifique et concertée, aux préoccupations de toutes les parties, dans le respect de l'unité et de l'intégrité du pays. C'est un message que nous passons également aux autorités camerounaises, en étroite concertation avec nos partenaires européens et internationaux."./.